













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché d'entretien et de nettoyage des locaux et de vitrerie
de l'Hôtel Consulaire et du Centre Consulaire de
Formation / EMISA**

CCI Bayonne Pays Basque
50-51 Allées Marines
BP 215
64100 BAYONNE
Tél : 05.59.46.59.05

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché d'entretien et de nettoyage des locaux de l'Hôtel Consulaire et du Centre Consulaire de Formation / EMISA
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	4
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	5
5.2 - Durée du contrat	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance.....	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications	9
12.2 - Décision après vérification	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
15 - Assurances	9
16 - Responsabilité.....	10
17 - Résiliation du contrat.....	11
17.1 - Conditions de résiliation.....	11
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
18 - Règlement des litiges et langues.....	12
19 – Clauses complémentaires.....	12
20 - Dérogations.....	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché d'entretien, de nettoyage et de nettoyage de la vitrerie des locaux de l'Hôtel Consulaire et du Centre Consulaire de Formation / EMISA, ainsi que la fourniture et l'installation des consommables sanitaires (papier toilettes, papier essuie-mains, savon, sachets de protection hygiénique, papier essuie tableaux formation).

Lieu(x) d'exécution :

Hôtel Consulaire et Centre Consulaire de Formation / EMISA
50-51, allées Marins
64100 Bayonne

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

L'ensemble des Données à Caractère Personnel est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des Données à Caractère Personnel, incluant notamment :

- la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données) ;
- le décret n° 2019-341 du 19 avril 2019 relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire

- l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;
- le décret n°2019-536 du 29 mai 2019 ;
- le cas échéant, les textes adoptés au sein de l'Union européenne et les lois locales susceptibles de s'appliquer aux Données à Caractère Personnel traitées dans le cadre du marché n°[A compléter] ;
- les textes et décisions émanant d'autorités de contrôle, notamment de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

En ce sens, le présent marché requiert que le candidat remette la documentation de preuve de respect du RGPD et doit apporter en annexe à sa réponse les éléments suivants :

- Tout document détaillant les mesures techniques et organisationnelles de protection des données mises en œuvre dans le cadre du traitement décrit au présent marché ;
- Le Registre d'activités de Traitement du Sous-traitant ;
- Le Registre d'activité de Traitement du Sous-traitant pour tous les sous-traitants ultérieurs impliqués dans le traitement décrit au présent marché.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 03/07/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 30/06/2027.

5.2 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 2 ans.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le titulaire divisera en douze son forfait annuel pour établir sa facture mensuelle.

Ce prix couvre notamment :

- L'exécution de l'ensemble des prestations listées au CCTP
- La fourniture de l'ensemble des produits de nettoyage (y compris sacs poubelles de bureau et de nettoyage) et matériels nécessaires à l'exécution des prestations,

- La fourniture et l'installation des consommables sanitaires, y compris les distributeurs et supports,
- Toutes assurances à la charge du Titulaire et tous autres frais que celui-ci pourra être amené à supporter dans le cadre de l'exécution des obligations qui lui incombent.

Le prix comprendra toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de main d'œuvre, de fourniture, de manutention, de transport et de livraison, les frais de déplacement, les frais d'uniforme, les droits pouvant frapper les fournitures, la taxe éco-participation, les faux frais, les impôts, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances ainsi que les frais généraux.

Le prix convenu est un prix forfaitaire et a été fixé par le Prestataire, sous sa seule responsabilité. Il en supporte donc l'ensemble des aléas ou sujétions en résultant.

En conséquence, le Prestataire ne saurait prétendre à aucun supplément à ce montant ou une indemnité en cas d'erreur d'appréciation dans son évaluation. De même, aucun supplément ou indemnité ne pourra être demandé par le Prestataire en cas de difficulté d'exécution.

6.2 - Modalités de variation des prix

Le marché est traité à prix annuel forfaitaire et ferme, mais révisable à chaque date anniversaire de notification du marché, soit le 1er juillet de chaque année. Ce prix ne pourra excéder une réévaluation obtenue par application de la formule suivante :

$P = P_o \times (I_n / I_o)$. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période révisée.

P = Prix révisé

P_o = Prix indiqué dans l'acte d'engagement

I_n = valeur de l'indice de référence au mois n. Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

I_o = valeur de l'indice de référence au mois zéro (les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro »).

L'index de référence I est l'indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 81.21- Services de nettoyage courant des bâtiments.

Enfin et uniquement pour les consommables sanitaires, la CCI Bayonne Pays Basque et le titulaire acceptent qu'en fonction de leurs consommations annuelles réelles, une adaptation à la hausse ou à la baisse de 10% maximum du prix forfaitaire établi sur l'acte d'engagement soit le cas échéant appliquée, à chaque date anniversaire de la notification du marché. Un suivi des consommations de ces consommables sanitaires sera réalisé trimestriellement, lors de la réunion contradictoire à organiser entre la CCI Bayonne Pays Basque et le titulaire.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

Les demandes de paiement / factures sont réglées mensuellement à terme échu par virement bancaire, à 30 jours de la fin du mois de facturation :

- Pour l'Hôtel Consulaire, avec établissement d'une facture unique adressée à la CCI Bayonne Pays Basque : identifiant de la structure publique (SIRET) : 18640005700011 ;
- Pour le Centre Consulaire de Formation / parking souterrain et cafétéria : identifiant de la structure publique (SIRET) : 18640005700011 ;
- Pour le Centre Consulaire de Formation / bâtiment : identifiant de la structure publique (SIRET) : 18640005700078.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :
Selon pièces du marché

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, la CCI Bayonne Pays Basque appliquera une pénalité forfaitaire de 300 € (trois cents euros), si deux contrôles contradictoires trimestriels successifs sont déclarés globalement non satisfaisants (mode opératoire non respecté et résultats non satisfaisants). Le montant de cette pénalité sera déduit de la facture mensuelle qui suivra la constatation de la pénalité.

Si un problème d'approvisionnement de consommables de sanitaires (papier hygiénique, savon, essuie-mains, pochettes hygiéniques...) de la CCI ou du CCF n'est pas résolu sous 24 heures à compter du mail d'information au responsable du marché, une pénalité de 50 € (cinquante euros) par jour et par sanitaire sera appliquée et sera déduite de la facture mensuelle qui suivra la constatation de la pénalité.

Dans tous les cas, le Titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour pallier l'ensemble des insuffisances constatées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces dispositions du CCAG-FCS sont complétées des points suivants en matière d'assurances : pour chaque lot, le titulaire devra souscrire auprès d'une ou plusieurs organismes d'assurances notoirement solvables une ou plusieurs police (s) d'assurances garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir du fait des prestations confiées par le présent marché et les dommages pouvant être causés par ses préposés et/ou les biens dont elle assume la garde juridique, dommages causés aux biens et/ou au personnel de la CCI Bayonne Pays Basque.

Le titulaire s'engagera également à faire assurer les matériels et les fournitures qu'elle déposerait, à ses risques et périls, dans les locaux de la CCI Bayonne Pays Basque.

La ou les polices doivent prévoir des montants de garantie suffisants pour tous dommages corporels ainsi que tous dommages matériels et immatériels, consécutifs ou non. Le montant des capitaux garantis devra correspondre à l'activité exercée.

Il devra maintenir et continuer ladite assurance pendant toute la durée du marché et s'obligera à adresser à la CCI Bayonne Pays Basque une attestation, au moins une fois par an. Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à informer expressément la CCI Bayonne Pays Basque, de tout changement d'assureur ou de toute modification de son contrat d'assurance, en cours de marché, pour quelque motif que ce soit et, lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Les polices d'assurances souscrites devront prévoir une renonciation à recours contre la CCI Bayonne Pays Basque et leurs assureurs respectifs, tant de la part des assureurs que des assurés et les garantir contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux par des tiers.

Le Titulaire s'engage à prévenir par mail et lettre recommandée avec avis de réception, la CCI de Bayonne Pays Basque de tout sinistre ou dommage survenu au cours de l'exécution du marché. Le sinistre ou dommage devra être consigné dès qu'il aura été commis, dans le cahier de liaison de la CCI ou du CCF.

Les réparations des matériels consécutives à un mauvais usage seront facturées au Titulaire.

Le Titulaire sera tenu de déclarer tout sinistre ou dégradation à la CCI Bayonne Pays Basque immédiatement à sa compagnie d'assurances et en informer la CCI Bayonne Pays Basque par lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire fournira une attestation de son contrat Responsabilité Civile Professionnelle, en cours de validité, document demandé par les pièces relatives à la candidature du Règlement de Consultation du marché.

Cette attestation fera état des limites de garantie ainsi que des franchises appliquées.

16 - Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations qui lui incombent directement en vertu du présent marché ou qui découleraient de sa mise en œuvre.

Le Titulaire assumera, en autres, toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en sa qualité de prestataire de « nettoyage des locaux et vitrerie, fourniture et installation de consommables sanitaires », pour tous dommages causés aux tiers – la CCI Bayonne Pays Basque étant considérée comme tiers – soit par lui-même, soit par ses sous-traitants, soit par les

personnes placées sous sa responsabilité ou celle de ses sous-traitants, quelle que soit la base juridique de la réclamation.

En conséquence, le Titulaire est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux agents de la CCI Bayonne Pays Basque ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la CCI Bayonne Pays Basque ou mis à sa disposition, ou à ceux des tiers.

Dans l'hypothèse où la responsabilité de la CCI Bayonne Pays Basque viendrait à être recherchée par un tiers, l'assurance Responsabilité Civile souscrite par le Titulaire devra être bénéfique à la CCI Bayonne Pays Basque.

Le Titulaire est responsable d'un défaut de contrôle ou d'un contrôle défaillant et des conséquences pouvant en résulter.

Le Titulaire devra par ailleurs signaler immédiatement par écrit à la CCI Bayonne Pays Basque, toutes déficiences des matériels ou installations constatées avant ou en cours d'utilisation, en particulier celles susceptibles de provoquer un accident.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé

ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Pau est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 – Clauses complémentaires

19-1- Personnel d'exécution

19-1-1- Conditions de reprise du personnel

La CCI Bayonne Pays Basque attire l'attention des candidats sur l'application de l'article L1224.1 et suivants du Code du travail, ainsi que de la convention collective nationale des entreprises de propreté. Cette application concerne les obligations de reprise de l'ancien personnel (en cas de changement du titulaire du marché) dont la CCI Bayonne Pays Basque ne devra souffrir aucune conséquence sur la continuité de la prestation de nettoyage et d'entretien.

Le Titulaire fera son affaire de la reprise du personnel (liste non nominative ci-après des agents concernés) actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, conformément à la réglementation en vigueur, à l'article L 1224-1 du Code du Travail et la convention collective nationale des entreprises de propreté du 26 juillet 2011 et notamment son article 7 régissent les dispositions de reprise des personnels entre l'entreprise rentrante (nouveau prestataire) et l'entreprise sortante (ancien titulaire) qui travaillent sur les sites, ainsi qu'aux règles d'usage de la profession.

Désignation	Nombre d'agents concernés	Qualification par agent	Ancienneté de l'agent	Avantages /primes	Cout de la masse salariale brute / mois
Hôtel Consulaire	2	ASCA	01/09/2022	/	525,74 €
		ASCA	17/10/2024	/	524,02 €

Désignation	Nombre d'agents concernés	Qualification par agent	Ancienneté de l'agent	Avantages /primes	Cout de la masse salariale brute / mois
Centre Consulaire de Formation / EMISA	2	ASCA	25/04/2023	/	658,40 €
		ASCA	01/04/2024	/	658,40 €

19-1-2- Liste nominative du personnel

Le Titulaire devra fournir à la CCI Bayonne Pays Basque, 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel intervenant par site (titulaires et remplaçants). Cette liste sera tenue à jour et communiquée à chaque modification.

19-1-3- Effectifs

Le Titulaire recrute et rémunère le personnel nécessaire et l'emploie sous sa seule responsabilité.

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP ainsi que leur répartition quotidienne dans le cadre de l'exécution de toutes les opérations seront déterminés par le Titulaire en fonction de la charge de travail et adaptés pour assurer une prestation de qualité.

Tout au long du marché, le Titulaire doit appliquer cette répartition et maintenir les effectifs annoncés dans son offre. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

Le Titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il proposera.

Le personnel du Titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Aux règles qui sont appliquées aux personnes extérieures intervenant sur les sites.

19-1-4- Encadrement du personnel

Le Titulaire doit obligatoirement affecter en permanence sur le site faisant l'objet du marché, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses du CCTP. Il sera l'interlocuteur principal entre le Titulaire et le représentant de la CCI Bayonne Pays Basque et sera habilité à prendre au nom du Titulaire toute décision conditionnant sur place la bonne exécution des prestations.

Il devra assurer une surveillance efficace des agents mis à sa disposition sur les sites et devra se rendre aux convocations de la CCI Bayonne Pays Basque en cas d'insuffisance d'encadrement, de consignes particulières au personnel en place ou de contrôles contradictoires.

Cet agent sera nominativement désigné au plus tard 8 jours après la notification du marché. Les modalités pour le joindre (téléphone, adresse électronique notamment) seront fournies à la CCI Bayonne Pays Basque dans ces mêmes délais. Il sera l'interlocuteur principal entre le Titulaire et le représentant de la CCI Bayonne Pays Basque et sera habilité à prendre au nom du Titulaire toute décision conditionnant sur place la bonne exécution des prestations.

Si l'agent responsable de l'encadrement devait s'absenter pour quelque raison que ce soit, le Titulaire du marché devra impérativement désigner un autre responsable, même pour une courte durée, et devra communiquer ses nouvelles coordonnées à la CCI Bayonne Pays Basque, ceci pour assurer la continuité du service.

19-1-5- Tenue vestimentaire

Le Titulaire devra doter son personnel d'un vêtement de travail facilement identifiable : écusson avec sigle ou représentation de la société du Titulaire ou couleur uniforme des blouses ou vestes. Le port de chaussures ou sabots de sécurité est impératif dans tous les cas où la réglementation le prévoit.

Le Titulaire veillera à ce que la tenue soit en permanence correcte et propre. Le nettoyage et l'entretien de ces vêtements seront à sa charge.

19-1-6- Comportement du personnel

Le personnel du Titulaire affecté à l'activité objet du marché devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et faire preuve de discrétion et de confidentialité.

19-1-7- Clause de confidentialité et de secret

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, documents, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la CCI Bayonne Pays Basque à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la CCI Bayonne Pays Basque au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

19-1-8- Continuité de service

Le Titulaire sera tenu d'assurer, pendant toute la durée du marché et en toutes circonstances, sans supplément de prix, y compris dans l'hypothèse d'un arrêt de travail de son personnel, toutes les prestations qui lui sont confiées, soit par ses propres moyens, soit par des moyens externes (notamment autres prestataires de services).

En cas de mise en place de moyens externes, le Titulaire aura préalablement pris toutes les dispositions pour que les moyens humains mis en œuvre soient habilités à intervenir.

19-2– Prestations, matériels, produits de nettoyage, consommables sanitaires à la charge du titulaire

19-2-1 Prestations à la charge du titulaire :

Le Titulaire fournit, pour l'exécution de ses prestations :

- le personnel,
- le matériel et produits de nettoyage nécessaires et adaptés à un parfait entretien des locaux désignés (y compris les sacs poubelles de bureaux et de nettoyage).
- les consommables pour sanitaires (papier toilette, essuie-mains, savon, papier essuie tableaux, sachets de protection hygiénique)

19-2-2 Matériels, produits de nettoyage, consommables sanitaires

19-2-2-1 Matériel

Le Titulaire fournit les produits et le matériel nécessaires au nettoyage et à l'entretien des locaux. Il mettra à disposition de son personnel le matériel nécessaire et adapté à la bonne exécution des prestations demandées, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Dans son offre, le Titulaire indiquera précisément le matériel qu'il utilisera sur chaque site.

Le Titulaire devra prévoir notamment pour le nettoyage de la vitrerie tous les moyens d'échafaudage, de levage et de protection qu'il jugera nécessaire aux besoins du présent marché en respectant les règles et normes de sécurité. L'utilisation de ces matériels se fera sous sa seule et entière responsabilité.

19-2-2-2 Produits de nettoyage

L'utilisation des produits de nettoyage doit être conforme, d'une part, aux préconisations du fabricant, et d'autre part, aux règles d'hygiène et de sécurité et au code du travail en vigueur. Une fiche technique pour chaque produit doit être jointe à son offre ainsi que la fiche de données sécurité.

19-2-2-3 Consommables sanitaires

Les consommables sanitaires (papier toilette, papier essuie-mains, savon liquide, sachets de protection hygiénique, papier essuie tableaux formation) seront fournis et mis en place par le Titulaire qui veillera à leur approvisionnement constant. Les distributeurs et tout autre supports nécessaires seront également fournis, mis en place et renouvelés en cas de besoin (casse, dégradation) par le Titulaire.

Afin de permettre aux candidats de chiffrer de manière forfaitaire et annuelle les consommables sanitaires à fournir et à installer, un état des consommations réelles pour l'année 2024 par site/bâtiments de tous les consommables sanitaires utilisés ainsi que le niveau de qualité attendu ou équivalent de ces consommables sera annexé aux CCTP. Les candidats disposeront également de données d'occupation et de fréquentation des locaux et bureaux dans le CCTP pour effectuer ce chiffrage.

Pour rappel et uniquement pour les consommables sanitaires, la CCI Bayonne Pays Basque et le titulaire acceptent qu'en fonction de leurs consommations annuelles réelles, une adaptation à la hausse ou à la baisse de 10% maximum du prix forfaitaire établi sur l'acte d'engagement soit le cas échéant appliquée, à chaque date anniversaire de la notification du marché. Un suivi des consommations de ces consommables sanitaires sera réalisé trimestriellement, lors de la réunion contradictoire à organiser entre la CCI Bayonne Pays Basque et le titulaire.

Concernant la qualité des consommables sanitaires, les propositions des candidats devront garantir une qualité au moins équivalente à celle actuellement assurée sur les différents sites de la CCI Bayonne Pays Basque et dont les caractéristiques et qualité produits sont mentionnées dans le tableau de consommation pour l'année 2024 annexé au CCTP.

Les fiches de données de sécurité et fiches techniques de chaque produit de nettoyage / consommables sanitaires doivent être jointes à son offre, ainsi qu'un document attestant des certifications / normes / labels environnementaux associés à la gamme de produits de nettoyage et consommables sanitaires proposés.

Pour l'Hôtel consulaire, le titulaire s'engage à fournir et mettre en place les consommables sanitaires pour tous les étages de l'Hôtel consulaire, et ce même dans les espaces où il n'assure pas le nettoyage

et l'entretien des salles / bureaux (ce nettoyage incombant à du personnel de ménage salarié de la CCI Bayonne Pays Basque).

19-3 - Conditions de travail et horaires de travail

19-3-1 - Locaux mis à disposition

Un local est mis à disposition du titulaire côté Hôtel consulaire et côté Centre Consulaire de Formation / EMISA, pour son personnel intervenant, afin d'y stocker tout ou partie de son matériel, de ses fournitures et des consommables sanitaires fournis par le titulaire. Le titulaire s'engage à respecter les exigences de la réglementation relative au stockage des produits utilisés.

19-3-2 - Horaires de travail

Le titulaire devra organiser l'intervention de ses équipes de nettoyage pour faire en sorte d'apporter le moins de gêne possible aux occupants habituels des locaux considérés, que ces interventions soient tardives ou matinales.

Toutefois, la possibilité de pratiquer quelques travaux, à définir, dans le courant de la journée ne sera pas exclue. Il sera bien entendu nécessaire, dans une telle éventualité, de prendre toutes les mesures utiles.

19-3-2-1 : pour l'Hôtel Consulaire

- Pour le ménage : avant 08h00 ou après 18h00 ;
- Pour la vitrerie extérieure : pendant les heures de présence du technicien de la CCI qui assurera à l'entreprise retenue l'accès aux lieux de nettoyage (08h00-12h00 / 14h00-16h00 du lundi au vendredi).

19-3-2-2 : pour le Centre Consulaire de Formation

- Pour le ménage : avant 08h00 ou après 18h00 ;
- Pour la vitrerie extérieure : pendant les heures de présence du technicien de la CCI qui assurera à l'entreprise retenue l'accès aux lieux de nettoyage (08h00-12h00 / 14h00-16h00 du lundi au vendredi).

19-3-2-3- Hygiène et sécurité du travail

Le titulaire s'engage à observer et à faire observer par ses préposés les règles d'hygiène et de sécurité interne à la CCI Bayonne Pays Basque. La CCI Bayonne Pays Basque possède dans ses locaux des installations sanitaires comportant douches, urinoirs et WC qu'elle met librement à la disposition de la société intervenante.

Elle devra également observer les dispositions légales, réglementaires et internes auxquelles elle est soumise. En particulier, les deux parties seront tenues de respecter le décret 77-1321 du 29 novembre 1977, la loi n° 1106 du 6 décembre 1976 et le décret du 20 mars 1979 en matière d'hygiène et de sécurité du travail. Enfin, tous les produits utilisés par les préposés des entreprises sélectionnées devront être sans risques pour la santé et l'environnement. Un document attestant des certificats, normes et labels environnementaux associés à la gamme de produits utilisés et les fiches de données de sécurité des produits devront être fournis.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Fait à :

Le :

Signature et cachet du candidat habilité :